

> Soc., 5 mai 2021, n° 20-14.390, n° 20-14.391, n° 20-14.393 (P) [ECLI:FR:CCASS:2021:SO00513]

L. 3141-20

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 8 (V)

 [Legif](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

Il peut être dérogé aux règles de fractionnement des congés prévues à la présente sous-section selon les modalités définies aux paragraphes 2 et 3.

[service-public.fr](#)

> Congés payés : Fractionnement des congés (ordre public)

Paragraphe 2 : Champ de la négociation collective

L. 3141-21

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 8 (V)

 [Legif](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

Un accord d'entreprise ou d'établissement ou, à défaut, une convention ou un accord de branche fixe la période pendant laquelle la fraction continue d'au moins douze jours ouvrables est attribuée ainsi que les règles de fractionnement du congé au delà du douzième jour.

[service-public.fr](#)

> Congés payés : Fractionnement des congés (champ de la négociation collective)

[Dictionnaire du Droit privé](#)

> Temps de travail

L. 3141-22

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 8 (V)

 [Legif](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

Si, en application d'une disposition légale, la durée du travail d'un salarié est décomptée à l'année, une convention ou un accord d'entreprise ou d'établissement ou, à défaut, une convention ou un accord de branche peut prévoir que les congés ouverts au titre de l'année de référence peuvent faire l'objet de reports. Dans ce cas, les reports de congés peuvent être effectués jusqu'au 31 décembre de l'année suivant celle pendant laquelle la période de prise de ces congés a débuté.

L'accord précise :

1° Les modalités de rémunération des congés payés reportés, sans préjudice de l'article [L. 3141-24](#) ;

2° Les cas précis et exceptionnels de report ;

3° Les conditions dans lesquelles ces reports peuvent être effectués, à la demande du salarié après accord de l'employeur ;

4° Les conséquences de ces reports sur le respect des seuils annuels fixés au sixième alinéa de l'article [L. 3121-44](#), au 3° du I de l'article [L. 3121-64](#) et à l'article [L. 3123-1](#). Ce report ne doit pas avoir pour effet de majorer ces seuils dans une proportion plus importante que celle correspondant à la durée ainsi reportée.

Le présent article s'applique sans préjudice des reports également prévus aux articles [L. 3142-118](#) et [L. 3142-120](#) à [L. 3142-124](#) relatifs au congé pour création d'entreprise, aux articles [L. 3142-33](#) et [L. 3142-35](#) relatifs au congé sabbatique et aux articles [L. 3151-1](#) à [L. 3151-3](#) relatifs au compte épargne-temps.

[Dictionnaire du Droit privé](#)

> Temps de travail

Paragraphe 3 : Dispositions supplétives

L. 3141-23

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 8 (V)

 [Legif](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

A défaut de stipulation dans la convention ou l'accord conclu en application de l'article [L. 3141-22](#) :

1° La fraction continue d'au moins douze jours ouvrables est attribuée pendant la période du 1er mai au 31 octobre de chaque année ;

2° Le fractionnement des congés au delà du douzième jour est effectué dans les conditions suivantes :